

LES PETITES AFFICHES

du Pays Basque et des Pyrénées~Atlantiques

Journal d'informations générales habilité à publier les Annonces Légales et Judiciaires dans les Pyrénées-Atlantiques - ISSN : 1273-1153

MERCREDI 07 AOÛT 2013
N° 5098 - 89^{ème} ANNEE

DIRECTION ET BUREAUX :
10, rue Albert-1^{er} - 64100 BAYONNE
Marie-Hélène LAGIÈRE, Directrice

Annonces Légales / Abonnements
Téléphone : 05 59 59 05 02 - 05 59 59 30 26
Télécopie : 05 59 59 84 58
E-mail : direct@petites-affiches-64.com

Parution hebdomadaire
1 € le Numéro
Abonnement
1 An : 29,90 € - 2 Ans : 52,90 €

ANNONCES LÉGALES DÉPARTEMENT 64

Bouclage : **mardi 12 heures**. Parution : **mercredi**.
Mél : direct@petites-affiches-64.com. **Fax** : 05 59 59 84 58.
Devis, paiement par **carte bancaire** au 05 59 59 05 02.
Attestation de parution.

PUBLICATION DES ANNONCES LÉGALES DANS TOUTE LA FRANCE

Nous assurons la parution de vos **annonces légales** dans toute la France. Grâce à notre réseau de correspondants. **Attestation de parution.**

Annonces légales et judiciaires

A vendre fonds de commerce, Oppositions, Constitutions, Modifications, Convocation, Dissolutions, Clôtures, Régimes matrimoniaux, Successions vacantes
> pages 8 à 15

Avis d'appels d'offres
> pages 15 à 18

Immobilier d'entreprise

> pages 9, 12 et 13

Repères

Chiffres et Indices > page 3

Veille... Résumé hebdomadaire... Informations

Ventes aux enchères publiques > page 19

Enquêtes publiques et avis > page 19

Informations commerciales du 64
> pages 19 et 20

Fonds de commerce et artisans vendus dans le 64
> page 20

L'espace des créateurs > page 21

Synthèse d'Appels d'Offres > page 22

Actualité

L'entreprise et les salariés > page 2

Bientôt davantage de produits bio dans les assiettes des Français ?

Chaleur : comment se protéger des pics d'ozone ?
> page 4

Une charte pour garantir la performance énergétique des bâtiments
> page 5

Ascenseurs : la date limite pour certains travaux repoussée à juillet 2014
> page 6

Migrations estivales : les autoroutes sont-elles vraiment trop chères ?
> page 7

Les pensions alimentaires non versées peuvent être réclamées pendant 5 ans
> page 18

Echos... Echos... Echos...
> page 23

Et si l'avenir des enfants dépendait des jeux extérieurs ?
> page 24

Sommaire

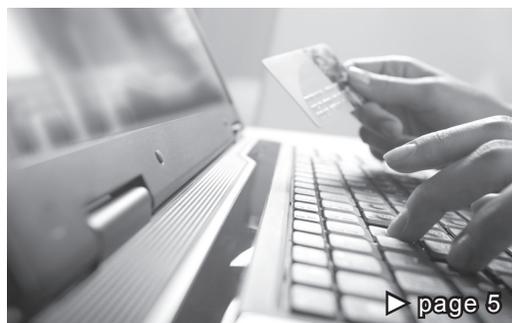
Le bailleur face à la procédure collective du locataire commercial

Après avoir évoqué, dans le précédent article publié dans notre édition du 17 juillet dernier, les difficultés auxquelles le bailleur peut être confronté à l'ouverture de la procédure collective du locataire, puis lors du déroulement de celle-ci, on s'intéresse à l'issue de la procédure et son impact sur la relation locative, notamment par le biais des trois modalités principales de sortie de la procédure collective.



▶ page 6

Paiement fractionné ou différé chez un commerçant : peut-on se rétracter ?



▶ page 5

Autorisations d'urbanisme : ce qui change en cas de litige



▶ page 5